

teur de l'impôt sur le revenu des contribuables anglais, à titre de mesure de guerre, le peuple anglais a toujours maintenu un fonds d'amortissement. Il a suspendu les versements à ce fonds aux époques où c'était nécessaire, mais examinez la gestion des finances anglaises, aujourd'hui, et vous verrez que quels que soient les crises, les embarras de la situation, l'énormité du fardeau des impôts, il s'impose le maintien d'un fonds d'amortissement pour éteindre la dette publique. Avons-nous agi de même? Le ministre des Finances a donné lecture de quelques lignes de McCulloch, auteur d'une remarque faite, il y a environ un siècle, et que l'un des hauts fonctionnaires du département a remise au ministre, et, celui-ci s'est imaginé que la remarque produirait quelque effet sur la députation. Mais l'honorable député d'Ontario (M. Kaiser) a complètement réduit à néant l'assertion. Le ministre des Finances a prétendu que l'unique moyen d'éteindre la dette est un surplus. A mon sens, il existe un autre moyen de liquider la dette nationale, c'est l'adoption d'un projet de loi aux termes duquel nous mettrons de côté, chaque année, une somme donnée pour éteindre cette dette. Quel serait l'effet de cette loi? Elle imposerait l'économie aux contribuables. Pourquoi? Parce que, quand ils réclameraient à grands cris, de mon honorable ami le ministre des Travaux publics (M. Elliott), un quai, ici, ou un bureau de poste, là, à Guysborough, ou une entreprise publique dans une autre localité, le ministre des Finances pourrait répondre: C'est impossible, il faut verser de l'argent au fonds d'amortissement.

Une VOIX: Mahone-Bay.

L'hon. M. BENNETT: Ah! oui, le bureau de poste supprimé à Mahone-Bay.

M. DUFF: N'était-ce pas là une économie?

L'hon. M. BENNETT: Oui, mais d'une autre façon, c'était un gaspillage de deniers publics quant à ce qui regarde l'honorable député lui-même.

L'hon. M. MANION: De l'économie politique.

L'hon. M. BENNETT: C'est ce que mon honorable ami appelle de l'économie politique. Que l'on me permette d'aller encore plus loin, monsieur l'Orateur. On devrait le plus tôt possible adopter une loi créant un fonds d'amortissement, comme la chose existe en Grande-Bretagne et dans d'autres pays, de façon à ce que nous puissions, dans une période déterminée, éteindre complètement la dette nationale du Canada. Que fait

la province d'Ontario? Les honorables députés ministériels ne savent-ils pas que cette province a adopté une mesure l'obligeant à mettre de côté 3 millions de dollars annuellement, afin qu'à l'expiration de quarante années sa dette soit entièrement payée, la moitié l'étant par les compagnies exploitant des services d'utilité publique, l'autre moitié par les contribuables de la province. Les ministres se rendent-ils compte de cela?

Quelle somme faudrait-il mettre de côté pour éteindre notre dette nationale? Supposons que le taux d'intérêt de l'argent soit seulement de 4 p. 100; si nous désirons acquitter entièrement cette dette au montant de \$2,400,000,000 dans un intervalle de quarante-cinq années, tout ce que nous aurions à mettre de côté annuellement serait \$19,829,904. Si vous voulez qu'elle soit payée entièrement au bout de cinquante années, vous n'auriez qu'à épargner \$15,720,480 par année. Supposons que vous le fassiez deux fois par année, si vous voulez amortir complètement la dette publique en quarante-cinq ans, vous devrez mettre de côté \$9,710,448 deux fois par année, ou si vous préférez la payer en cinquante ans, il vous faudra mettre en réserve \$7,686,576 tous les six mois.

Mais supposons que nous adoptions un plan moins lourd, que nous retirions seulement 1,500 millions de cette dette au moyen d'un fonds d'amortissement statutaire établi par une loi, afin que les demandes et les pressions politiques ne puissent engager le ministre des Finances à se démunir des fonds publics, qu'il serait obligé de garder pour faire face à l'échéance des paiements à ce fonds d'amortissement. Cela assurerait l'économie dans les services publics, et ce qui est mieux, augmenterait la fierté du peuple de notre pays à mesure qu'il verrait disparaître graduellement, ce que le président des Etats-Unis, M. Coolidge, a appelé le plus grand empêchement à notre développement économique, le fardeau énorme de la dette pesant constamment sur les épaules des contribuables. Quelle somme faudrait-il placer au compte d'un fonds d'amortissement si nous décidions de ne retirer que 1,500 millions dans une période de quarante-cinq ans? Il nous faudrait mettre de côté, deux fois par année, \$6,069,030. Décrétez une loi imposant une charge de dépenses fixes à prendre sur les recettes du pays et qui aurait priorité sur toutes autres dépenses excepté le service des intérêts de la dette et les pensions, et tout ce que vous auriez à économiser pour rembourser 1 milliard 500 millions de la dette au bout de quarante-cinq ans serait la somme de \$6,069,030 tous les six mois, ou \$12,518,700 tous les ans.